

Un géographe engagé. Raoul Blanchard et Grenoble, 1910-1930

In: Genèses, 13, 1993. L'identification. pp. 98-117.

Citer ce document / Cite this document :

Veitl Philippe. Un géographe engagé. Raoul Blanchard et Grenoble, 1910-1930. In: Genèses, 13, 1993. L'identification. pp. 98-117.

doi : 10.3406/genes.1993.1200

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_13_1_1200

UN GÉOGRAPHE

ENGAGÉ

RAOUL BLANCHARD
ET GRENOBLE,
1910-1930*

Philippe Veitl

« **E**t non point seulement les villages circulaires, les villages ronds qui sur nos cartes aujourd'hui font une tache, mon cher Blanchard, sur nos cartes d'État-Major, au quatre-vingt millième, un rond, une tache parfaitement délimitée, non pas seulement les bourgs tassés ; mais les autres villages, les villages carrés ou diagonaux des carrefours, les villages des croix [...] tant de villages non pas humbles mais modestes, allongés chaudement sur la terre maternelle [...]. Profilement parfait du village français¹. »

L'évocation par Charles Péguy, en 1907, de cette myriade de villages qui constitue pour lui, grâce à la carte, le portrait le plus sensible, le plus juste de la nation, et qui lui donne l'occasion de rendre hommage à son ami d'enfance, le géographe Raoul Blanchard, n'est pas mise en exergue pour rappeler encore une fois que la géographie humaine s'est plu elle aussi à célébrer, avec une ferveur identique, les « pays » et leurs villages ruraux. Une inclination pour la France des terroirs qui aurait amené cette discipline à appréhender tardivement, et avec maladresse, le phénomène de l'urbanisation venant bouleverser en profondeur cet harmonieux *Tableau de la géographie de la France* établi en 1903 par Paul Vidal de la Blache.

Que penser en effet du jugement porté sur plus de dix ans de travaux du « cher Blanchard » à la suite de son ouvrage de 1911, *Grenoble. Etude de Géographie urbaine*, paru dans une revue étrangère : « en géographie urbaine (...), Blanchard est peut-être le meilleur des spécialistes »² ? Contre une opinion encore trop communément admise, il faut souligner que l'intérêt de la géographie pour la ville est bien plus précoce que celui pour

* Une première version de ce texte, sous le titre « Géographie urbaine, ville régionale et développement local. Les difficultés à appréhender la question urbaine dans l'histoire grenobloise (1905-1925) » a été présentée au Colloque international « Gouvernement local et politiques urbaines » organisé à Grenoble à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble les 2-3 février 1993 par Jean-Pierre Gaudin et Jean-Yves Nevers.

1. Charles Péguy, *La France*, Paris, Gallimard, « Catholique », 1939, p. 37-39.

2. Marcel Arousseau, « Recent Contributions to Urban Geography : a Review », *The Geographical Review*, 1924, t. XIV, p. 445.

le monde rural et qu'il suscita la constitution d'un savoir qui ne manque pas d'éléments novateurs³. Il convient en outre de contester les approches qui tendent à accréditer l'idée que les géographes de cette période se sont enfermés dans un savoir académique privilégiant la permanence des faits géophysiques et qu'ils se sont ainsi trouvés dans l'incapacité d'aborder les enjeux de la cité et la question du pouvoir⁴. Blanchard, comme bien d'autres élèves de Vidal de la Blache, est au contraire un géographe engagé.

On ne cherchera pas ici à retracer l'histoire de la constitution d'un savoir géographique sur la ville, encore moins à montrer comment le phénomène de l'urbanisation est très tôt un objet privilégié d'étude pour les géographes et qu'il est au centre des réflexions de l'école française de géographie humaine. Nous voudrions, en nous attachant à la personnalité de Raoul Blanchard et à sa géographie urbaine, mettre l'accent sur les relations existant entre la formulation des principes scientifiques qui selon lui président à toute approche rationnelle de la ville et la volonté de donner à ce regard savant une finalité pratique. Blanchard, parce qu'il s'est toujours vu sous les traits d'un homme de science engagé, associe étroitement les enjeux de sa recherche à ceux du débat public.

On verra que le regard géographique de Blanchard sur la ville – Grenoble bénéficiant principalement de son attention – oriente son engagement au côté du patronat grenoblois à partir de l'immédiat premier après-guerre pour défendre la création d'une région économique alpine ayant la cité iséroise pour capitale. Un regard qui témoigne à la fois, par son aptitude à saisir et à observer avec perspicacité les changements sociaux liés à l'urbanisation, de l'extrême importance qu'il reconnaît à la ville, et, par son attachement profond à ce « profillement parfait des villages français » magnifié par Péguy, d'une hantise des « villes tentaculaires », selon l'expression du poète belge Emile Verhaeren, dans lesquelles les solidarités agrariennes se dissolvent. Perception ambivalente, constitutive chez Blanchard, comme on s'efforcera de le démontrer, de son appréhension du fait urbain et du type de politiques réformatrices qu'à son avis doivent lui être appliquées.

3. Marie-Claire Robic, « Perspectives temporelles sur l'émergence de quelques concepts de la géographie urbaine française », *Sistemi Urbani*, 3, 1989.

4. Béatrice Giblin-Delvallet, « La géographie et l'analyse du local » in, *Le local dans les sciences sociales*, Colloque de l'Association Française de Science Politique, Groupe politique local, 30-31 mai 1991, Paris.

Un « patron » engagé

Jusqu'à la fin des années 1920, les publications du géographe grenoblois et de ses élèves – Philippe Arbos, Daniel Faucher et André Allix, pour ne citer qu'eux – constituent la tentative de recherche la plus achevée et la plus systématique pour la géographie urbaine française⁵. Une activité scientifique qui s'intègre pleinement dans le vaste mouvement d'invention de l'« urbanisme » entre 1905 et 1925, où l'appréhension de la ville dans sa globalité a pour finalité la compréhension des mécanismes de sa formation et, selon un projet réformateur, la maîtrise de son extension périphérique⁶. « L'organisation de la cité, écrit l'un des premiers urbanistes, Léon Jaussely, s'est amplifiée à la dimension d'un problème régional et à la conception de la « région urbaine » dans laquelle les villes et les villages ne sont pas autre chose que de modestes quartiers⁷ ».

On retrouve ainsi Blanchard, au côté de Jaussely, Meuriot, Risler, Jullian, Espinas, Gallois, Brunhes et bien d'autres, à l'Institut d'Histoire, de Géographie et d'Économie urbaine de la ville de Paris dont la revue, *La Vie Urbaine*, est fondée au début de 1919 par Louis Bonnier et Marcel Poète. Les géographes étaient considérés comme « les pères » de cette science naissante de « l'Urbs⁸ » et les monographies de géographie urbaine, celles de Blanchard en particulier, comme modèle des recherches qui devaient impérativement « précéder l'étude du plan d'agglomération⁹ ». Il reste qu'il est difficile d'insérer Blanchard dans cette « nébuleuse réformatrice » constituée par le réseau dense d'organismes et d'institutions qu'animaient des « homme-clefs » aux responsabilités et aux fonctions multiples, et où s'élaboraient justement, mais pas seulement, les idées et les pratiques appliquées à l'espace urbain¹⁰.

On pourrait remarquer les affinités de Blanchard avec les animateurs de la section d'Hygiène urbaine et rurale du Musée Social créée en 1908¹¹, mais il n'en fut jamais membre, de même qu'il se tint à l'écart de l'Institut d'Histoire, de Géographie et d'Économie urbaine de la ville de Paris, ne faisant référence explicitement ni à l'une ou ni à l'autre dans ses travaux. Son ambition fut de devenir un « patron », comme il le dit dans un des chapitres du

5. Gilles Montigny, *De la ville à l'urbanisation. Essai sur la genèse des études urbaines françaises en géographie, sociologie et statistique sociale*, Paris, L'Harmattan, « Villes et Entreprises », p. 159 et suiv.

6. Jean-Pierre Gaudin, *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine, 1900-1930*, Seyssel, Champ Vallon, « Milieux », 1985 ; et Susanna Magri, Christian Topalov, « De la cité-jardin à la ville rationalisée. Un tournant du projet réformateur, 1905-1925. Étude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, États-Unis », *Revue Française de Sociologie*, XVIII-3, juillet-septembre 1987, p. 417-451.

7. Léon Jaussely, « Les cités dévastées par la guerre. Études de reconstitutions », *La Vie Urbaine*, n° 1-2, mars-juin 1919, p. 122.

8. Léon Jaussely, « Chronique de l'Urbanisme », *La Vie Urbaine*, n° 1-2, mars-juin 1919, p. 187-188.

9. L. Jaussely, « Les cités dévastées... », *op. cit.*, p. 124.

10. Christian Topalov, « De la « question sociale » aux « problèmes urbains » : les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du xx^e siècle », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n° 125, août 1990, p. 359-376.

11. Giovanna Osti, « La section d'Hygiène urbaine et rurale du Musée Social », in *La Banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, sous la direction de K. Burlen, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987.

second volume de son autobiographie qui couvre les années 1900 à 1918¹² de sa vie. Blanchard aspira avant tout à conquérir une place de premier plan parmi les géographes français, ce qu'il fit en prenant la tête d'une « école » grenobloise qui manifesta avec vigueur son autonomie vis-à-vis de Paris, et surtout vis-à-vis d'Emmanuel de Martonne quand celui-ci, après 1918, prit la place de Vidal de la Blache. Mais le créateur de l'Institut de Géographie Alpine (IGA) en 1906, dès son arrivée à Grenoble, et, en 1913, de la future *Revue de Géographie Alpine*, chercha tout autant à accéder au statut d'expert pour être, sur le modèle anglo-saxon, un *professional*¹³.

S'il se garde, en effet, à la différence de son ami Péguy, d'intervenir avec pugnacité lors des grandes polémiques publiques, il entend exercer un véritable pouvoir intellectuel qu'il tire de sa notoriété d'éminent représentant d'une science neuve et reconnue. Il use ainsi de son titre de professeur d'Université pour prendre position dans le débat politique au moment où celui-ci porte sur des questions qu'il juge essentielles. Un désir de rendre utile la géographie qui s'explique par sa conviction que le bloc dirigeant de la société est fait de l'union des universitaires et des capitaines d'industries. Il est ainsi persuadé qu'en tant qu'homme de science, il lui incombe d'éclairer ces hommes d'action que sont les entrepreneurs. Fondateur de l'IGA, il tient à ce que son « labo » contribue de manière décisive à la vie locale, prenant pour exemple les « besoins » – selon son mot – du directeur de l'Institut électrotechnique de Grenoble, Louis Barbillion : elles faisaient, observe-t-il, « grand honneur à la faculté des sciences et offraient le vif intérêt de lier étroitement l'université à la région »¹⁴. Le professeur de Faculté – recommande-t-il à ses élèves – a pour devoir de « s'identifier à la région où il vit et en extraire ce dont il a besoin, sans attendre les cadeaux problématiques du pouvoir central »¹⁵. Blanchard ne se sera jamais défait de la suspicion dans laquelle il tenait l'État accusé de stériliser les initiatives de tous ordres plutôt que de les encourager, et aura revendiqué avec constance l'autonomie de décision des acteurs locaux. Son engagement auprès du patronat grenoblois en apporte la preuve.

Cette géographie militante ne saurait cependant réduire la géographie blanchardienne dans son ensemble à une simple mise en forme savante des intérêts concrets de certains groupes sociaux. Mettre le savoir au service de

12. Raoul Blanchard, *Je découvre l'Université. Douai, Lille, Grenoble*, Paris, Fayard, 1963. Cf. le chapitre 5 intitulé : « Je deviens un patron », p. 129 et suiv. Ayant choisi d'interrompre cette autobiographie à la signature de l'armistice, Blanchard, qui meurt en 1965, n'a laissé aucun témoignage sur l'entre-deux-guerres, période centrale dans la vie d'un homme qui avait eu 40 ans en 1917.

13. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Les Éditions de Minuit, « Le sens commun », 1990, p. 232.

14. R. Blanchard, *Je découvre...*, *op. cit.*, p. 96.

15. *Ibid.*, p. 73. Pour la compréhension du personnage Blanchard, je suis redevable au géographe Paul Guichonnet avec qui je me suis entretenu le 6 août 1990 et qui m'a livré un témoignage précieux. On se reportera aussi à Philippe Veitl, « Un géographe engagé, Raoul Blanchard (1918-1928) », in, *La géographie française à l'époque classique : entre-deux-guerres et après-guerre (des années 1920 aux années 1960)*, Colloque organisé par P. Claval et A.-L. Sanguin, 16 et 17 mars 1992, Paris-Sorbonne (actes à paraître).

16. C. Topalov, « De la "question sociale" aux... », *op. cit.*, et, Christian Topalov, « Observer, classer, administrer », *Genèses*, n° 5, septembre 1991, p. 2-3.

17. Raoul Blanchard, « Le plan d'extension de Grenoble », *Revue de Géographie Alpine*, t. XIII, 1925, p. 667-670. Blanchard ne fera rien paraître de significatif en matière de géographie urbaine après 1925, à l'exception d'une nouvelle version de son ouvrage fondateur sur Grenoble : Raoul Blanchard, *Grenoble. Etude de géographie urbaine*, Troisième édition revue et considérablement augmentée, Grenoble, éditions Didier & Richard, 1935.

18. Étienne Clouzot (1881-1944), ancien élève de l'Ecole des Chartes, archiviste-paléographe, entra en 1902 comme bibliothécaire à la Bibliothèque Historique de la ville de Paris où il collabora à l'élaboration du *Répertoire des sources manuscrites de l'histoire de Paris* établi sous la direction de Marcel Poète. Il publia dans *La Géographie* et dans le *Bulletin historique et philologique* des recherches portant en particulier sur les changements géographiques dus à l'action de la mer et de la météorologie – cf. sa notice biographique dans le *Dictionnaire de biographie française*, sous la direction de Roman d'Amat, t. 9, Paris, Librairie Letouzey, 1961.

19. Étienne Clouzot, « Le problème de la formation des villes », *La Géographie*, t. XX, n° 3, 15 septembre 1909, p. 175.

20. Raoul Blanchard, « Deux grandes villes françaises. Lille et Nancy », *La Géographie*, t. XXX, n° 2 à 6, août-décembre 1914-1915, p. 103-122; « Annecy. Esquisse de géographie urbaine », *Recueil des travaux de l'Institut de Géographie Alpine*, t. IV, 1916, p. 369-463; « Bordeaux », *Revue de Géographie Commerciale*, n° 7 à 12, juillet-décembre 1917, p. 323-337; « Nantes : la ville et le port », *Revue de Géographie Commerciale*, n° 13 à 18,

l'action est rendu possible par la nature même du travail intellectuel de Blanchard. L'élaboration de son objet scientifique, et les relations causales qui le spécifient, désignent les mécanismes sociaux qui requièrent soit une intervention correctrice, soit une action encourageant les évolutions positives dont ils sont porteurs. La géographie urbaine, comme les autres sciences sociales, est prise elle aussi dans une interaction complexe entre savoir et action, entre les enjeux savants et les attentes sociales¹⁶.

Une méthode de géographie urbaine

Les études de géographie urbaine de Blanchard, de son ouvrage *Grenoble* (1911) à son article de 1925 sur le plan d'extension de cette ville¹⁷, reposent toutes sur un mode d'analyse identique. En 1909, Étienne Clouzot¹⁸ pouvait écrire avec raison qu'à « l'heure actuelle, les éléments essentiels d'une étude d'ensemble (sur la formation et le développement des villes) font complètement défaut¹⁹ ». A sa façon Blanchard tenta d'y remédier en 1911, puis au cours de l'hiver 1913-1914 en donnant à l'IGA une série de huit leçons qui constituent, quantitativement, la part la plus importante de son travail sur la ville. Celui-ci portait sur Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Nantes, Rouen, Nancy et Nice. Au printemps de 1914 il fit parvenir le manuscrit de cet enseignement à la revue *La Géographie*, bulletin de la Société de Géographie. Les restrictions imposées par la guerre permirent seulement la publication immédiate des chapitres sur Lille et Nancy; les autres études parurent entre 1916 et 1920 à l'exception de celle portant sur Rouen²⁰.

Un article de 1922 dans *La Vie Urbaine*, intitulé « Une méthode de géographie urbaine », permet à Blanchard, qui se qualifie de « vétéran » en la matière, de présenter, le titre l'indique, la conception qu'il avait de cette discipline et la méthode qu'il employait²¹. Cependant c'est son travail de 1920 sur Nice qui résume avec le plus de concision « l'ordre de recherches à effectuer et le genre de résultat à atteindre²² ». Débutant par le constat d'un retard pris selon lui dans ce type de travaux, il avance en guise d'explication le fait que les géographes croyaient « que seule la vie rurale, fortement attachée à la terre, exprimait un véritable rapport géographique entre conditions physiques et phénomènes humains ». La force de « l'école française », estime-t-il, a été justement de prouver à partir de 1910 que c'était une idée préconçue :

« (elle) a démontré que l'existence des hommes rassemblés dans les villes est soumise aussi étroitement aux facteurs géographiques que celle des hommes dispersés dans les campagnes; et si ces facteurs ne sont pas toujours les mêmes, si ceux qui agissent sur la naissance et l'évolution des cités sont plus complexes, ce n'est là qu'un intérêt de plus. Découvrir les causes physiques sous l'influence desquelles le noyau urbain s'est fixé, étudier les actions et les réactions réciproques des facteurs géographiques et des événements historiques sur le développement de la ville, déterminer enfin le genre de vie actuel de cet organisme, c'est là une œuvre scientifique qui procure, à qui l'entreprend, une véritable jouissance de création²³. »

En quelques lignes tout est dit d'une démarche qui distingue, en les traitant toujours dans l'ordre suivant, trois aspects : en premier lieu, elle vise à placer la ville dans son milieu physique et elle fait intervenir les conditions de relief, de sol, de climat, la végétation et l'hydrographie. Elle oppose les notions de site – les traits purement locaux qui influent sur l'installation et la disposition de la cité – et de situation – le cadre naturel régional qui environne la ville. Dans un second temps, elle cherche à voir comment selon les circonstances cette fois-ci historiques, l'organisme urbain s'est adapté à son milieu, et à établir quelle part revient à la nature et à l'homme dans cette adaptation. Il s'agit de se demander comment « la plante née des qualités du terroir réagit à l'égard des influences du dehors », c'est-à-dire de suivre l'histoire de la croissance de la ville. Enfin, elle s'attache à l'examen de l'état présent de la ville pour savoir, par la méthode de la statistique, de quoi vivent ses habitants, et, par la méthode cartographique, comment évoluent et changent ses formes anciennes et nouvelles. Là, il importe de comprendre la ville telle qu'elle est pour ses contemporains²⁴.

Cette division ternaire, il est aisé de le percevoir, découle directement de l'organisation de l'ouvrage de 1911 sur Grenoble qui définit les règles à suivre et se compose de sept chapitres : I, Le cadre de Grenoble ; II, Les Rivières ; III, Le site de Grenoble ; IV, Le développement de Grenoble des origines à la fin du XVI^e siècle ; V, Le développement de Grenoble du XVI^e au XX^e siècle ; VI, Grenoble, ville industrielle ; VII, Grenoble, capitale régionale²⁵. Le mérite principal de Blanchard n'est pas d'avoir introduit une innovation rompant radicalement avec ce qui se pratiquait alors. Il réside plutôt dans sa capacité à présenter un plan d'une grande netteté, délimitant des questions précises et parvenant à les articuler selon une certaine logique²⁶. De ce point de vue sa réus-

janvier-juin 1918, p. 471-491 ;
« Trois grandes villes du Sud-Est
(Lyon, Marseille, Nice) », *Recueil des
travaux de l'Institut de Géographie
Alpine*, t. VI, 1918, p. 153-210 ;
« Nice. Étude de géographie urbaine »,
La Civilisation Française, février 1920,
p. 218-225.

21. Raoul Blanchard, « Une méthode de
géographie urbaine », *La Vie Urbaine*,
n° 16, 1922, p. 301-319.

22. R. Blanchard, « Nice... »,
op. cit., p. 133.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*, p. 134.

25. Raoul Blanchard, *Grenoble*,
op. cit., p. 162.

site a été de présenter une claire application à l'objet urbain des principes fondateurs de la géographie humaine quand, par la voie de Vidal lui-même, elle affirme qu'il est impératif d'analyser « les conditions géographiques des faits sociaux » car la « cause première qui (...) introduit le plus de différence entre les sociétés, est la position²⁷ ». Lorsque Blanchard clôt son livre de 1911 en écrivant que « de sa naissance jusqu'à son épanouissement, Grenoble est la ville du confluent des rivières et des vallées (parce qu') en dépit des vicissitudes humaines, la nature reprend toujours ses droits, même sur l'organisme complet qu'est une ville »²⁸, il se conforme au précepte de son maître de l'École normale supérieure qui veut que pour « l'esprit géographique », la « conjonction *ou* (est) la favorite²⁹ ».

Les transformations de la France et la notion de nodalité

26. G. Montigny, *De la ville à...*,
op. cit., p. 160.

27. Paul Vidal de la Blache,
« Les conditions géographiques des faits
sociaux », *Annales de Géographie*, n° 55,
avril 1902, p. 14-15.

28. R. Blanchard, *Grenoble...*,
op. cit., p. 159.

29. Paul Vidal de la Blache,
« Sur l'esprit géographique », *Revue
Bleue*, *Revue Politique et Littéraire*,
n° 18, mai 1914, p. 558
(souligné par l'auteur).

30. R. Blanchard, « Nice... »,
op. cit., p. 135.

31. Paul Mistral, « A Messieurs les
membres de la Commission du Plan
d'ensemble pour l'Aménagement,
l'Extension et l'Embellissement de
Grenoble », in, Ville de Grenoble,
*Plan d'Aménagement, d'Extension et
d'Embellissement de Grenoble*,
Grenoble, Imprimerie Nouvelle, 1920.
La Commission qui comptait
91 membres, comprenait 26 élus
municipaux, 16 fonctionnaires
municipaux et 49 personnalités issues
du monde politique, des associations et
sociétés locales, de l'Industrie et du
Commerce et de la Haute
administration.

32. R. Blanchard, « Le plan... »,
op. cit., p. 670.

Ce travail d'investigation n'est nullement « spéculatif » aux yeux de Blanchard. Toute municipalité « devrait (le) réclamer, juge-t-il, avant de déterminer un plan d'extension. La géographie urbaine est la préface de l'urbanisme³⁰ ». Blanchard siège dans la Commission extra-municipale que le maire de Grenoble, Paul Mistral, crée par un arrêté en date du 21 octobre 1921 pour l'aider à la préparation du plan d'extension de la ville, un plan pour lequel, en septembre de la même année, il a signé une convention avec Léon Jaussely³¹. Aux yeux de Blanchard, il faut impérativement « guider (l')évolution » d'une ville dont le développement depuis cinquante ans laisse présager que sa population dépassera vite les 100 000 habitants³².

Cependant, Blanchard ne prête qu'une attention marginale à ces questions de l'aménagement prévisionnel de l'espace de la ville *stricto sensu*. Il en va tout autrement lorsque celle-ci est analysée comme « ville industrielle » et « capitale régionale ». C'est sur ce double aspect que le géographe peut à son avis mettre au mieux en valeur ses compétences.

La ville nodale

Le géographe Lucien Gallois, rendant compte pour les *Annales de Géographie* du livre de Blanchard sur Grenoble, et d'un autre sur Dijon, fait porter sa conclusion sur cette dimension de la ville : l'ancienne capitale du

Dauphiné, comme « la vieille capitale bourguignonne est assurée, observe-t-il, de conserver la primauté régionale qu'elle a conquise : elle a sa place marquée à la tête d'une de nos modernes provinces françaises³³ ». Et il renvoie pour justifier son propos, à la carte dressée par Vidal de la Blache dans son article de 1910 sur les « régions françaises », où Grenoble et Dijon apparaissent parmi les 17 villes pôles de groupements régionaux définis à partir des arrondissements départementaux comme circonscriptions de base³⁴.

Lorsque Blanchard observe en 1920 que depuis une décennie les géographes ont reconsidéré leur image de la ville, c'est à l'œuvre entreprise par Vidal qu'il fait implicitement référence, en tirant pleinement parti, non de l'article paru en 1910 où était exposées en détail les réflexions vidaliennes, mais d'un autre paru en 1909, où Vidal ne fait qu'esquisser sa nouvelle lecture de la question urbaine³⁵.

Examinant le livre de Lucien Gallois, *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne* (1908), Vidal s'arrête à l'intérêt pratique « du concept scientifique de région naturelle, (...) son aptitude à servir une réforme des « divisions administratives dans lesquelles se meut notre vie publique³⁶. » Par leur caractère statique les divisions naturelles ne peuvent à ses yeux être adaptées à une société en marche ». Il faut se conformer au phénomène géographique nouveau imposé par la ville, ce « principe actif de changement (qui) s'est introduit désormais dans les relations humaines ». Par son activité qui s'appuie sur la grande industrie, la ville « groupe le territoire » qui l'environne, où s'étend plus ou moins en profondeur son influence économique³⁷.

Ainsi, Blanchard dira de Grenoble en 1911 qu'elle « est pour toute une vaste région une *capitale économique* », c'est-à-dire « la ville d'où viennent les directions, où sont les capitaux, et par laquelle se font les transactions³⁸ ». Le domaine de cette ville, précise-t-il, « ce sont les grandes vallées dont les eaux se mêlent sous les flancs du Rachais (au pied duquel est installée Grenoble), vals d'Isère, d'Arc, de la Romanche et du Drac³⁹ ». L'approche de l'urbain, ce point est fondamental dans la géographie urbaine blanchardienne et, on le voit, inséparable du problème de la formation de régions géographiques nouvelles. La croissance de l'une est à

33. Lucien Gallois, « Quelques études de villes. Vienne, Grenoble, Dijon », *Annales de Géographie*, n° 118, juillet 1912, p. 311.

34. Paul Vidal de la Blache, « Régions françaises », *Revue de Paris*, t. VI, décembre 1910, p. 821-849. Vidal faisait accéder au rang de capitale d'un groupement régional les villes suivantes : Lille, Rouen, Paris, Rennes, Nantes, La Rochelle, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Grenoble, Lyon, Clermont, Bourges, Dijon, et Nancy. Il convient de remarquer que les villes qui feront l'objet des leçons de Blanchard durant l'hiver 1913-1914 sont toutes issues de la liste établie par Vidal en 1910, hormis Nice.

35. Le manuscrit du livre sur Grenoble fut en effet présenté à la séance du 9 décembre 1910 d'une société savante grenobloise dont Blanchard était alors membre, l'Académie Delphinale, alors que l'étude de Vidal fut publiée, elle, le 15 décembre. Blanchard en avait-il eu connaissance avant ? Nous l'ignorons.

36. Paul Vidal de la Blache, « Régions naturelles et noms de pays », *Journal des Savants*, septembre-octobre 1909, p. 453.

37. *Ibid.*, p. 460-461.

38. R. Blanchard, *Grenoble...*, *op. cit.*, p. 148.

39. *Ibid.*, p. 157.

l'origine de l'apparition de l'autre, et c'est par cette fonction de coordination de la vie économique locale et de structuration d'un territoire qu'est définie la ville. « La meilleure garantie du développement futur de la capitale, insiste Blanchard, c'est l'expansion rapide de sa région, qui d'un pauvre et âpre pays de montagne est en passe de devenir une des contrées les plus industrieuses de France ⁴⁰ ».

Jusqu'à son décès qui suit de peu la publication de *La France de l'Est* (1917), Vidal observera très attentivement cette action des villes qu'il conceptualise sous le terme de nodalité : « toute ville, note-t-il, représente un nœud de rapports ; mais il y a des nodalités de degré supérieur qui dépassent le cercle de la ville même, tout en y prenant leur point de départ, et étendent progressivement leur rayon ⁴¹ ». Le « type de ville régionale », comme Lyon, Grenoble, Dijon, Nantes, est « l'élément supérieur qui s'introduit par elle dans les diverses formes d'activités. Elle fait fonction de guide ⁴² ». Les élèves de Vidal lui emboîtent le pas. François Maurette, traitant des « agglomérations urbaines » dans le cadre de leçons données en 1911 à l'École des Hautes Études Sociales sous la direction de Vidal, affirme très nettement que ces agglomérations sont « comme le résumé, simplifié et énergiquement accentué, des régions (...) à qui elles donnent l'impulsion économique et intellectuelle ». Au sujet de Rouen, Jacques Levainville parle de « ville-région » qui dépasse « largement les cadres de l'arrondissement et même, en certains points, du département. Ici les limites administratives n'ont plus aucune valeur ⁴³ ».

La notion de nodalité, qui a parfois pour synonyme celle de foyer ou de foyer rayonnant, introduit tout un univers métaphorique dans la géographie urbaine et humaine. En suivant mot à mot Vidal, la grande ville qui fait fonction de centre régional est vue comme enveloppée d'une sorte d'auréole. Exerçant une attraction en rapport avec sa taille, sa masse, elle construit son territoire propre à partir de l'espace qui l'entoure, espace périphérique formé de cercles concentriques dont la force d'attraction va s'affaiblissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre et que l'on rencontre l'espace de rayonnement d'un centre concurrent. Les limites régionales d'une ville se forment ainsi à la rencontre d'une série de nodalités.

40. *Ibid.*, p. 158.

41. P. Vidal de la Blache, « Régions françaises », *op. cit.*, p. 832.

42. *Ibid.*, p. 839.

43. François Maurette, « Les agglomérations urbaines », in : Paul Vidal de la Blache (éd.), *Les divisions régionales de la France*, Paris, Félix Alcan, 1913, p. 94-95.
Jacques Levainville, « Rouen pendant la guerre », *La Vie Urbaine*, n° 3, 1919, p. 296-297.

Une autre France

L'image de la ville que construisaient et diffusaient les études de Vidal, Blanchard, Maurette, le regard qu'ils portaient sur l'urbanisation, se démarquent d'une sensibilité où prédomine ce que l'on peut appeler l'angoisse de la déterritorialisation⁴⁴. Jules Méline, dans *Le retour à la terre* (1905) a parfaitement exprimé cette peur collective devant « ces formidables agglomérations (...) qui tendent de plus en plus, dans les pays civilisés, à attirer à elles et à absorber, à des distances immenses, toute la vie, toute la sève des régions qu'elles dominent⁴⁵ ». Les « villes tentaculaires » du poète É. Verhaeren, sont accusées de provoquer l'entassement des hommes dans les taudis malsains et, en les coupant ainsi des « liens étroits et mystérieux » qui les unissent à la terre, explique Émile Cheysson en 1904, sont à l'origine de tous les maux sociaux. Il était dès lors impératif de « ramener le contact entre les travailleurs urbains et la terre » en vertu de la vérité enseignée par « la fable d'Antée (...) : l'homme recouvre ses forces en reprenant contact avec le sol⁴⁶ ».

On sait que le *Tableau de la géographie de la France* de Vidal, qui parut en 1903, est imprégné lui aussi d'une intense impression de finitude, qu'il est parcouru par une inquiétude face aux évolutions de la société française. Devant les membres de la Société d'Économie Sociale qui consacraient du 28 mai au 4 juin 1904 leur Réunion annuelle à la « Vie provinciale », Vidal revient sur cette France des pays, des terroirs, France ancestrale, qui, après les « défaites et des catastrophes », a toujours permis le redressement de la nation grâce à la « bonté du sol (...), non pas le sol industriel que l'on exploite (mais) le sol nourricier qui chaque année, en automne ou en été, reparaît avec ses branches de fruits, ses pampres de vignes, ses gerbes de moissons toujours et toujours renouvelées⁴⁷ ».

Le voyage qu'il effectue d'août à octobre 1904 aux États-Unis, où se tenait le VIII^e Congrès International de Géographie, ne fait que le confirmer dans son impression qu'une certaine France est inéluctablement en train de disparaître. Durant son périple, il est « assailli par les souvenirs et les images familières de nos campagnes françaises » :

« nos villages de pierre rassemblés autour du clocher, bordés de petits jardins potagers, avec les grandes routes trop solitaires entre des haies de hauts peupliers; groupements dans lesquels s'exprime la vie du passé, une vie qui cherchait avant

44. Marc Angenot, 1889. *Un état du discours social*, Québec, Le Préambule, « L'Univers des discours », 1989 – en particulier la Partie « E. Déterritorialisation », p. 315 et suiv.

45. Jules Méline, *Le retour à la terre et la surproduction industrielle*, Paris, Hachette, éd. 1906 (1^{re} éd. 1905), p. 110-111.

46. Émile Cheysson, « L'invasion de la misère provinciale à Paris », *La Réforme Sociale*, 5^e série, t. VIII, juillet-septembre 1904, p. 170-171, discours prononcé lors de l'Assemblée générale de l'Office central des œuvres de bienfaisance.

47. Paul Vidal de la Blache, « Les Pays de France », *La Réforme Sociale*, 5^e série, t. VIII, juillet-septembre 1904, p. 521.

tout à se protéger et obtenir sur place tout ce qui lui était nécessaire. Rien de moins américain que ce tableau⁴⁸. »

Ce qui le frappe, au contraire, c'est l'incessante progression des villes, les déplacements répétés de masses d'hommes allant d'un point à l'autre d'un espace urbain continu pendant plusieurs kilomètres, c'est l'effacement de la séparation ville-campagne entraînée par le développement d'une banlieue qui semble s'étendre sans fin. Tout rompt avec la fixité et la permanence du contact de l'homme avec le sol. Mais au lieu de le déplorer et de s'en alarmer sur le ton d'un Jules Méline, Vidal préfère se laisser envahir par la « sensation très vive d'une société nouvelle ».

« Une vitalité qui brise les vieux cadres, qui imprime aux faits sociaux et économiques des proportions inattendues et sans exemple, une éclosion tumultueuse de germes : voilà l'impression ineffaçable. Il y a quelque chose de contagieux dans la joie que donne à un être le sentiment de la croissance et de la vie. Ce que les livres nous avaient dit, les yeux le disent mieux encore : il se crée là du nouveau ; phénomène qu'on n'est pas souvent dans le cas d'observer en ce bas-monde ».

Et l'on ne sera pas surpris de noter que c'est précisément devant la ville, aux dires de Vidal, que la « curiosité s'émeut vivement (...) On sent instinctivement qu'une grande ville américaine contient le secret de la vie américaine⁴⁹. »

La nouveauté du regard porté sur la ville, la rupture que marque Vidal et avec lui Blanchard ainsi que d'autres géographes, découle de la certitude que la ville, caractérisée par son activité économique, s'inscrit désormais, sans retour possible à la civilisation passée, au cœur des mécanismes sociaux. Au lieu de s'affliger à la « vue de maisons abandonnées dans nos villages, de bourgs et de petits villes qui languissent », au lieu de céder précipitamment à « l'impression que c'est une vie saine et naturelle qui s'écoule sans retour et va se noyer dans le gouffre des villes », Vidal veut plutôt croire au fait que l'on assiste à un « déplacement de vie, comme la nature (...) en offre partout le spectacle ». La France est à son avis travaillée par un mouvement qui fait coexister des « formes *récessives* » et des « formes *progressives*⁵⁰ ». Et la plus grave des erreurs serait pour elle « de jouer dans ces circonstances un rôle passif, celui de rentier par exemple. Ce serait se résigner d'avance à une vassalité économique⁵¹. » Il revient à ceux qui la dirigent de la faire entrer de plein pied dans ce monde moderne que l'Amérique lui a fait découvrir et comprendre.

48. Paul Vidal de la Blache, « A travers l'Amérique du Nord », *Revue de Paris*, avril 1905, p. 518.

49. *Ibid.*, p. 531.

50. Paul Vidal de la Blache, « Sur la relativité des divisions régionales », *Athéna*, n° 11, décembre 1911, p. 8 (souligné par l'auteur).

51. P. Vidal de la Blache, « Régions françaises », *op. cit.*, p. 831.

Si le *Tableau* de 1903 ne répondait plus à la « réalité présente », c'est parce que la société française était en train de muer, qu'elle devenait une société urbaine et industrielle. Mais, et la restriction est d'importance, les notions de ville régionale, de nodalité qui prétendent rendre compte des modalités par lesquelles une France nouvelle naît avec le siècle, cantonnent la ville, et par conséquent les pratiques qui investissent l'objet urbain, dans des limites bien précises.

Bien qu'une ville ne saurait en effet accéder au statut de « nodalité de degré supérieur » sans disposer d'une taille critique qui lui permette de conquérir un espace régional et d'en conserver la maîtrise face à des villes concurrentes, c'est selon Vidal, d'un point de vue qualitatif qu'elle impose, conserve et accroît sa position nodale. Elle ne mérite le titre de capitale régionale que si elle est « le foyer dans lequel s'accumule la force d'impulsion », que si elle est « la ville-maîtresse qui, retenant pour elle la fonction la plus élevée et l'impulsion directrice, est aussi essentielle à son entourage que celui-ci l'est pour elle⁵² ». Une fonction de centre universitaire, financier, industriel, culturel... qui ne nécessite donc pas l'existence d'une immense agglomération, d'une « ville-monstre », mais qui résulte de la concentration en un lieu précis des personnalités et des institutions faisant preuve, estime Vidal, de la meilleure « aptitude la vie moderne », une capacité de direction et d'innovation qui n'est pas également partagée dans l'ensemble de la société⁵³. Une représentation de la ville que s'ancre moins dans une vision purement conceptuelle que dans une certaine idée de la nation française.

Préfaçant en 1906 un ouvrage de Georges Lecarpentier sur le Pays de Caux, Vidal, sous une forme interrogative qui ne laisse guère de doute quant à la réponse, se demandait si « l'influence de vieux pays agricoles (ne contribue) pas aujourd'hui à y maintenir un certain équilibre entre la vie rurale et l'envahissante vie industrielle »⁵⁴. L'insistance avec laquelle il soulignera toujours que la France a su conserver un caractère rural et que l'urbanisation progresse moins rapidement que chez ses voisins, montre que s'il considérait de façon positive le rôle de la ville et voulait voir les Français entrer sans réserves dans la civilisation urbaine et industrielle, il souhaitait que cela se fasse avec modération, progressivement, avec un souci des équilibres. Vidal ne

52. P. Vidal de la Blache, « Sur la relativité... », *op. cit.*, p. 7.

53. P. Vidal de la Blache, « Régions françaises », *op. cit.*, p. 826.

54. Paul Vidal de la Blache, « Préface », à Georges Lecarpentier, *Étude géographique. Le Pays de Caux*, Rouen, Imprimerie E. Gagniard, 1906, p. 7.

tenait pas à ce que la France se transforme brutalement à l'image de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne, une opinion qu'il n'était pas le seul à partager.

Grenoble et la région des Alpes françaises

Blanchard éprouve constamment une crainte, une sorte de vertige, face à ce que son ami le géographe Albert Demangeon décrira en 1933 après avoir observé les métamorphoses de Paris depuis une décennie, comme « la marée des maisons », « la marée urbaine », « un déversement de la vie urbaine sur toute la province proche », « un déferlement continu de population⁵⁵. » La fonction du plan d'extension des villes est alors de canaliser, de corseter l'organisme urbain, même s'il ne s'agit pas d'interrompre ou d'interdire sa croissance. De la banlieue de Bordeaux, Blanchard dira qu'elle exprime « une “tension” suburbaine qui paraît rassurante⁵⁶ », et il se réjouira toujours de l'augmentation de la population grenobloise. Mais, par une ambivalence de sentiment identique à celle de Vidal, il était inconcevable à ses yeux que ce mouvement d'urbanisation suive le même cours qu'à Paris ou à Londres, ou encore dans les villes du Nord de la France et d'Allemagne⁵⁷.

Afin de lutter contre les dangers du « déversement de la vie urbaine », Blanchard pensait qu'il fallait agir à l'exemple des entrepreneurs grenoblois qui s'attachaient à faire en sorte que l'industrialisation s'accomplît en dehors des villes ou permît la constitution de cités d'un nouveau type. L'usine d'électrométallurgie de Livet, dans la vallée de la Romanche, suscitait l'admiration du géographe :

« avec ses neufs hectares de bâtiments, elle occupe, note-il, toute la largeur de la gorge de la Romanche, qu'elle emplit du grondement de ses turbines, de la buée de ses fours, de la lueur de ses projecteurs ; elle présente un des spectacles les plus empoignants de la nature sauvage dont elle dompte les forces⁵⁸. »

On pensait que grâce à l'électricité aurait pu se généraliser l'installation de la production manufacturière à la campagne, comme le prouvait le village alpin de Livet transformé par l'arrivée d'une grande entreprise, et qu'ainsi serait freiné, voire même inversé, l'exode rural qui alimentait la croissance urbaine. Le banquier grenoblois Georges Charpenay, un des plus puissants et actifs financiers de l'industrie locale, se prit à rêver en 1916 que dans « les plaines environnant Grenoble, sur ces immenses terrains maraîchers à l'heure actuelle, (s'élève)

55. Albert Demangeon, cit. in, Jean-Louis Tissier, « Front pionnier des géographes ? », in *Autrement*, série mémoire, « Banlieue rouge, 1920-1960 », n° 18, octobre 1992, p. 256.

56. R. Blanchard, « Bordeaux », *op. cit.*, p. 334.

57. Cette inquiétude d'une extension incontrôlée, anarchique, que rien ne semble pouvoir diriger et contenir, mêlée à la certitude que l'on était également confronté à une donnée inéluctable qui est à bien des égards bénéfique, n'appartient pas en propre à Blanchard ou Vidal, mais est la marque d'une réaction collective face à cette question de l'urbanisation.

Cf. Jean-Pierre Gaudin, « Banlieues en plan. L'extension urbaine au début du siècle », *Urbanisme*, n° 206, mars 1985, p. 130-131.

58. Raoul Blanchard, « La région économique des Alpes françaises », *L'Action nationale*, t. II., 25 janvier 1918, p. 178.

une longue cité industrielle »⁵⁹. Cet ensemble étendu sur plusieurs kilomètres devait être édifié à l'image de celui que l'ingénieur des Mines et entrepreneur Ernest Dusaugy avait déjà imaginé en 1901 :

« une cité nouvelle dressant au sud (de Grenoble) (...) ses voies bordées d'usines nombreuses (...) (et) les plus diverses absorbant à profusion l'énergie qui leur est desservie par les multiples cables aériens descendant des vallées affluentes, cité d'une nature spéciale d'où serait bannie la fumée qui contamine l'air et obscurcit l'atmosphère, réalisant par l'hygiène les meilleures conditions de la vie industrielle et sociale »⁶⁰.

Des rêves identiques à ceux de l'économiste Charles Gide qui projeta la fondation, grâce encore à l'hydro-électricité, d'une ville de « santé et de beauté » aménagée sur un « immense terrain » à quinzaine de kilomètres de Lyon⁶¹; une ville nouvelle qui fait songer à la Cité industrielle de l'architecte Tony Garnier dessinée pour la première fois en 1901 puis consacrée publiquement en 1917⁶². Georges Benoit-Lévy, autre actif propagandiste des cités-jardins, vantait lui aussi dans une fiction les charmes d'Amora, installée au dessus du Golfe de Juan et organisée autour d'une usine d'aluminium et des unités d'électrochimie, où les citadins, « en reprenant contact avec le sol (...) retrouveront l'énergie nécessaire pour mener une vie harmonieuse »⁶³.

Conçues avec le plus grand sérieux, ces cités industrielles d'un genre nouveau ne virent pas le jour dans les Alpes. Le même objectif était obtenu, nous l'avons dit, par la transformation des villages des vallées alpines en centres puissants d'activités. En 1917, Aimé Bouchayer, la figure centrale du patronat grenoblois, prédit un avenir radieux à un « pays complètement [changé par l'industrie]. Depuis ses hautes vallées, au pied de nos glaciers, jusque dans ces plaines aux lisières de la Provence⁶⁴. » Selon l'avis de Bouchayer, de Blanchard et nombres d'acteurs de la vie économique locale, il importait de retenir « dans de saines conditions d'existence rurale des populations de travailleurs qui, sans cela, risquent d'aller augmenter de leur afflux les énormes et malades agglomérations de nos grandes villes »⁶⁵.

La capitale des Alpes

La méfiance que ne cesse d'éveiller le monde urbain, l'obsession d'un équilibre maintenu entre la ville et la campagne, la première devant rester modeste pour ne pas

59. Georges Charpenay, « Proposition pour l'examen des mesures à prendre pour attirer en Dauphiné de nouvelles industries », *Bulletin de la Chambre de Commerce de Grenoble*, n° 1, janvier-février-mars 1916, p. 14.

60. Ernest Dusaugy, *Étude économique d'un transport d'énergie à grande distance*, Grenoble, A. Gratier, 1901, p. 14-15.

61. Charles Gide, « La houille blanche et les premières Cités-jardins de France », *Moniteur de l'Industrie*, 1^{er} décembre 1905.

62. Alain Lagier, « Da Emile Zola a Tony Garnier », *Rassegna*, rivista trimestriale, anno VI, 17/1, marzo 1984.

63. Georges Benoit-Lévy, *Le roman des Cités-jardins*, s.l., 1907, p. 10.

64. Aimé Bouchayer, *La métallurgie en France et dans le Dauphiné*, Grenoble, Grands Etablissements de l'Imprimerie Générale, 1917, p. 77.

65. Henri Gonnard, « L'industrialisation des Alpes françaises (Haute-Savoie, Savoie) », *Revue Economique Internationale*, n° 3, mars 1921, p. 489. Il faudrait, de manière plus précise qu'on ne l'a jusqu'à maintenant fait, examiner les facteurs explicatifs de la difficulté à poser la ville comme un ordre propre, à ne pas la percevoir comme le produit de la perte pour les individus de leur « enracinement ». Cet imaginaire de la ville corruptrice semble une donnée permanente du débat sur la question urbaine (cf. Marcel Roncayolo, « Ville – E : Mythe et représentation de la ville à partir du XVIII^e », *Encyclopaedia Universalis*, vol. 23, 1989), et il fait voir l'importance des imaginaires collectifs pour la compréhension des processus d'urbanisation (cf. John M. Merriman, « Introduction : Images of the nineteenth century French city », in J.-M. Merriman (ed.), *French cities in the nineteenth century*, New-York, Holmes and Meier, 1989).

rendre exsangue la seconde, se concilie, sans que cela soit vécu comme contradictoire, avec une politique très active en faveur du rôle régional de Grenoble. S'il était indispensable de lutter contre les tendances jugées néfastes de l'urbanisation, la ville, parce que s'inscrivaient également en son sein des évolutions socio-économiques perçues comme éminemment positives, devenait un enjeu social majeur. La naissance d'une région économique alpine le montre excellemment.

Lorsque, par une circulaire en date du 25 août 1917, le ministre du Commerce Étienne Clémentel, et son conseiller, l'historien Henri Hauser, décidèrent de créer par le regroupement des Chambres de Commerce des régions économiques, leur projet fut très favorablement accueilli à Grenoble.

Une double identité de vue entre le ministre et les Grenoblois permet de comprendre les raisons de cet enthousiasme. C'était d'abord la même condamnation de ce qu'Henri Hauser appellera le « malthusianisme économique », car il en allait du rang de la France, surtout face à l'ennemi d'outre-Rhin. L'avertissement, qui rappelle celui de Vidal, était clair :

« la réalité marche toujours et si nous donnons ainsi notre démission de grande puissance économique (en nous protégeant derrière des barrières douanières), le jour où nous voudrons reprendre le chemin des larges horizons, il sera trop tard, notre place sera occupée⁶⁶. »

Pour mener à bien la nouvelle guerre sur le terrain économique, il fallait réaliser la « rénovation de la France par la vie régionale⁶⁷ », selon l'expression de Vidal qui fut le maître à penser de la réforme conduite par Clémentel. Le devoir de l'État était de bâtir des « édifice(s) où pourront s'abriter les forces vives du pays⁶⁸ ». Ce fut la vocation des Groupements de Chambres de Commerce dont le découpage reprenait très largement comme on le sait les régions vidaliennes de 1910. Cette politique de régionalisation – c'est là la seconde identité de vue – trouva chez les industriels grenoblois, spécialement dans le secteur de l'électrotechnique (production d'hydro-électricité, fabrication de conduites forcées, de turbines, électrochimie et électrométallurgie...), un public acquis à toutes les mesures favorisant une plus grande autonomie locale et une organisation de l'activité économique sur une base plus large que le département, ressenti généralement comme une entrave. Dès 1916, lors de Conférences

66. Henri Hauser, *L'Avenir économique de la France*, Auxerre, Imprimerie Universelle, s.d. (1916), p. 17-18.

67. Paul Vidal de la Blache, « La rénovation de la vie régionale », *Foi et Vie*, Cahiers B, 9, 1^{er} mai 1917, p. 103.

68. Étienne Clémentel, « Préface », à, Henri Hauser, « Les régions économiques », *Le Fait de la Semaine*, n° 27, novembre 1918, p. 10. Sur les régions de Clémentel sur ce dernier et sur la région économique alpine, cf. Philippe Veitl, *Les régions économiques Clémentel et l'invention de la région des Alpes françaises*, thèse de doctorat de science politique, Université Grenoble II, 1992.

organisées à la Chambre de Commerce de Grenoble, ces industriels s'attachèrent à démontrer que le redressement de la France ne serait véritablement possible que dans le cadre de régions où s'uniraient tous les producteurs⁶⁹. Et c'est précisément la proposition de création d'une région ayant Grenoble pour capitale qui fut à l'origine de la rencontre entre le patronat et Raoul Blanchard.

Le fondateur de l'Institut de Géographie Alpine, revenu récemment des États-Unis avec le « sentiment d'être un autre homme, singulièrement décidé », animé par la « volonté de sauter s'il le fallait par-dessus les barrières administratives⁷⁰ », rédigea de sa propre initiative une série d'articles durant l'année 1918 pour expliquer pourquoi selon lui, en sa qualité d'homme de science qui « s'est voué depuis 12 ans à l'étude des Alpes⁷¹ », le Groupement régional grenoblois devait aller, à la différence de ce qui était prévu par le projet ministériel, de la Haute-Savoie aux Alpes-Maritimes⁷². Certes l'idée d'une région s'étendant du Léman jusqu'à la Méditerranée était déjà ancienne. Aristide Bergès, le premier à avoir installé en 1869 une conduite forcée non loin de Grenoble, ne prédisait-il pas en 1902 que Grenoble, parce qu'elle est « au centre des grandes puissances hydrauliques (...), sera le cœur de la France du Sud-Est⁷³ ». Mais les limites de ce « sud-est » restèrent floues jusqu'en 1918. La force de Blanchard fut, à proprement parler, d'inventer une région alpine, en offrant une conception claire de son étendue, de ses frontières, et une description ordonnée de ce qui fonde son unité et de son identité. Une démonstration qui emprunte ses concepts, comme souvent chez lui, aux travaux de Vidal.

Il importe moins, dans le cadre du présent article, d'insister sur la conception blanchardienne de la région alpine, que de préciser qu'elle inspira profondément la création de l'Association des Producteurs des Alpes Françaises (APAF) par le métallurgiste Aimé Bouchayer et le banquier Georges Charpenay, encouragés par les responsables des grandes écoles et des Universités scientifiques et techniques grenobloises. Fondé en juin 1918, ce mouvement associatif patronal, dominé par les promoteurs des industries électrotechniques, peut se caractériser par le slogan de la Ligue de représentation professionnelle créée avant-guerre par le député et producteur de cognac Jean Hennessy : « la profession représentée dans la région organisée ». L'objectif premier de

69. *Le Dauphiné au travail*, Textes in extenso des conférences pratiques organisées par la Chambre de Commerce de Grenoble, Grenoble, Grands Établissements de l'Imprimerie Générale, 1917.

70. R. Blanchard, *Je découvre...*, *op. cit.*, p. 202.

71. R. Blanchard, « La région économique... », *op. cit.*, p. 29.

72. Outre l'article suivant, Raoul Blanchard, « Les transformations économiques dues à la guerre. Grenoble et sa région », *Revue de Paris*, 15 février, et 1^{er} mars 1918, p. 742-762 et p. 475-491 ; les deux autres articles pour l'année 1918 sont, R. Blanchard, « Trois grandes villes... », *op. cit.*, et, R. Blanchard, « La région économique... », *op. cit.*

73. Aristide Bergès, « (Lettre du 19 janvier 1902) », *Bulletin annuel de l'Association des anciens élèves de l'Institut Électrotechnique de Grenoble*, n° 1, novembre 1901-août 1902, p. 5.

l'APAF fut, ainsi que le proclamaient ses statuts, d'obtenir que soit consacrée « l'unité de la région économique des Alpes françaises ». Par un arrêté du 5 avril 1919, le ministre du Commerce donnera raison au patronat grenoblois, en instituant le 12^e Groupement régional de Chambres de Commerce qui unissait autour de Grenoble, la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère (excepté l'arrondissement de Vienne et de la Tour-du-Pin), les Hautes et les Basses-Alpes et les Alpes-Maritimes.

Raoul Blanchard voyait ainsi triompher ses idées et eut en outre la satisfaction d'accéder en mai 1919 au poste de Rapporteur général de l'APAF⁷⁴. Cette fonction à la dénomination peu précise recouvrait des activités multiples. Conseiller très écouté d'Aimé Bouchayer sur les questions de développement économique régional, Blanchard dirigea officiellement au travers de ce poste la revue de l'APAF, *Les Alpes Économiques*, dont le premier numéro parut en mai 1919. Loin de défendre l'idée d'une région économique alpine en signant des études savantes dans la quiétude de son Institut, il alla la défendre sur le terrain, donnant une finalité pratique à son savoir.

Les 10 et 11 avril 1920, Blanchard se rend à Aix-en-Provence à un Congrès régionaliste où, au nom de l'APAF, il montre quel rôle ont à jouer les associations de producteurs et les Universités, dans le développement des régions françaises. Les 7 et 8 mars 1921, il représente l'APAF au Congrès des Associations et Sociétés industrielles organisé à Lyon par l'Association Industrielle, Commerciale et Agricole de cette ville. Lors de la constitution d'un sous-groupement régional de l'Association à Chambéry, Blanchard s'applique à désamorcer les appréhensions « au sujet des noirs desseins que Grenoble et ses habitants nourrissent à l'égard de la Savoie et de sa capitale », et à « rappeler pourquoi et comment Chambéry doit être le centre d'un organisme économique dans le cadre de l'APAF⁷⁵. » Toujours dans le cadre de ses fonctions, il se rendra régulièrement aux Congrès de la Natalité et suivra avec attention les questions liées aux œuvres sociales de l'APAF, (sursalaire familial, retraites complémentaires...), un domaine où le mouvement patronal grenoblois fut à l'avant-garde.

74. L'agenda qu'Aimé Bouchayer tiendra scrupuleusement jusqu'à la fin de sa vie est le seul document qui permette de savoir quand débutèrent les contacts directs entre lui et Blanchard. C'est le 2 juillet 1918 qu'il note pour la première fois le nom du géographe avec qui il se rendit chez Georges Charpenay (ce renseignement m'a été fourni par Robert J. Smith, Professeur d'histoire à Brockport, State University of New-York, qui achève une histoire des Établissements Bouchayer et Viallet).

75. Raoul Blanchard, « Exposé présenté par M. R. Blanchard à la réunion constitutive du sous-groupement savoisien de l'APAF », *Les Alpes Économiques*, n° 27, juillet 1921, p. 140.

L'accession de Blanchard à la présidence de la Société de Statistique de l'Isère en 1920 prouve à nouveau sa volonté d'être un géographe engagé, et mérite d'autant

plus l'attention qu'elle montre comment sa réflexion sur l'urbain oriente les actions par lesquelles il prétend traiter concrètement cet objet d'études savantes. Les notions de ville-régionale et de nodalité, reconnaissent aux divisions régionales une part de relativité : elles « se défont et se recréent suivant les changements⁷⁶ ». La ville, désormais reconnue comme agent de ces changements, se doit de consolider constamment son statut de ville-maîtresse, grâce auquel elle structure et garantit l'unité d'un territoire périphérique face à des villes concurrentes.

Dans l'esprit de Blanchard, mais aussi de manière très vive chez les élites locales, il y avait la conscience que la ville est avant tout le lieu électif où s'édifie le pouvoir régional et qu'elle doit être d'abord mise au service de ce dernier et des acteurs qui l'incarnent. On peut considérer que sur l'initiative des universitaires et des industriels, un projet politique apparaît qui s'attache à faire de Grenoble une ville régionale associant étroitement son dynamisme à celui des Alpes dont elle gouverne la vie économique et sociale, dans l'optique d'une prospérité croissante et de façon autonome vis-à-vis du pouvoir politique central. Une politique qui privilégie les facteurs qualitatifs sur lesquels repose essentiellement la fonction de nodalité. La Société de Statistique était de ceux-ci, elle devait justement servir à doter Grenoble d'une institution qui conforte sa position de capitale alpine.

Alors que la Société végétait, l'arrivée du fondateur de l'APAF à sa présidence en 1919 eut pour effet de doubler en un an les effectifs, les portant à 160 membres. Blanchard et Bouchayer agirent de concert pour prendre le contrôle de la Société afin qu'elle devienne l'instance où les acteurs de l'économie et ceux de la science institutionnalisent leur collaboration pour la rendre plus étroite et plus durable. Il faut que s'instaure, déclare Bouchayer en 1919, « une collaboration fraternelle, intime et efficace (...) entre les hommes de pensée et les hommes de production (...) pour le plus grand bien de notre chère région des Alpes⁷⁷ ».

Ces hommes n'étaient pas les seuls à penser que ce rapprochement, qui avait pris forme au début du siècle et dont la Guerre avait fait ressentir la nécessité et les vertus, serait l'une des conditions obligées du redressement national. L'urbaniste Jaussely ne déplorait-il pas la même année, « ce manque de conjugaison entre le savant et le

76. P. Vidal de la Blache, « Sur la relativité... », *op. cit.*, p. 7.

77. Aimé Bouchayer, « La statistique et l'expansion économique », *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, 4^e série, t. XIV, 1919, p. 36. La Société de Statistique, des Sciences naturelles et des Arts industrielles du département de l'Isère fut fondée en 1838, sous les auspices du Préfet de l'Isère, par un certain nombre de personnalités locales que le Conseil Général de l'Isère avait chargé de rédiger la *Statistique générale du Département de l'Isère*, ouvrage qui sera publié entre 1844 et 1851. Elle fut reconnue d'utilité publique par un décret du 16 mars 1874. Si jusqu'au début des années 1880, elle a pu jouer un rôle pour « l'avancement des sciences naturelles et des arts industriels dans cette partie de la France » comme le proclamait en ses statuts, le développement de l'Université grenobloise en fit une Société savante subalterne comme beaucoup de villes provinciales en abritaient alors.

chef d'industrie », estimant que « les savants ont eu tort de ne pas vulgariser suffisamment leur pensée, les industriels ont eu tort de ne pas chercher à s'instruire ⁷⁸ ». Le géographe Jean Brunhes de son côté ne venait-il pas de créer fin 1918 un Comité d'Initiative pour le développement des Forces régionales et nationales, pour « aider les patrons-chefs à comprendre toutes les nécessités d'adaptation et de compréhension de l'heure présente » ? Il avait rencontré à Paris pour cela Aimé Bouchayer, et Blanchard expédia au Comité fin 1919 un chèque de 10 000 francs provenant du patronat grenoblois ⁷⁹.

La Société de statistique de l'Isère ne put garder son caractère d'institution où collaboraient entrepreneurs et scientifiques au-delà des années 1920. Les Groupements régionaux de Chambres de commerce, parce qu'ils disposaient d'un statut juridique trop fragile et de moyens financiers bien médiocres, souffrirent de l'effacement d'Étienne Clémentel fin 1919. Sans la présence au ministère du Commerce de celui qui les avaient créés et qui était le seul à vouloir les défendre, ils devinrent des institutions de second ordre. Grenoble n'était plus alors que la capitale dépourvue de vrais pouvoirs d'une région alpine à l'existence fort incertaine. Il faudra attendre 1925-1926 pour que se forment des mouvements militants en faveur d'un changement radical ⁸⁰ : durant les années 1930, la question d'une réforme des divisions territoriales prenant en compte le rôle des villes dans la structuration de l'espace national se reposa avec acuité, remettant à l'actualité les travaux de Vidal et la politique de Clémentel.

Les initiatives prises par Raoul Blanchard au sortir de la Première Guerre mondiale, son investissement personnel pour faire que ses idées sur la ville entrent dans la pratique et façonnent la société locale, nourrirent plus de projets que de réalisations concrètes. D'ailleurs, lorsqu'il aurait pu trouver un terrain propice à ses analyses, au tournant des années 1920 et 1930, Blanchard resta à l'écart ⁸¹. On pourrait donc penser que son engagement fut un échec si l'on s'en tenait à la dimension institutionnelle. On risquerait cependant de perdre de vue le fait que, dès 1919, la perception qu'il avait de la fonction urbaine, la primauté qu'il accordait à la notion de nodalité et, partant, à la relation qui s'établit entre la ville et la région, étaient pleinement intériorisées par l'ensemble de ceux que Blanchard côtoyait à l'APAF. Ce qui fait la singularité du fondateur de l'Institut de

78. L. Jaussely, « Chronique... », *op. cit.*, p. 114.

79. Les informations sur le Comité d'Initiative qui ne vécut semble-t-il que jusqu'en 1910 m'ont été communiquées par Marie-Claire Robic (Centre d'Épistémologie et d'Histoire de la Géographie, C.N.R.S.-Paris I.) ; elles proviennent des archives personnelles de Jean Brunhes que conserve sa fille, M^{me} Mariel Jean Brunhes-Delamarre.

80. Jean-Jacques Becker, Serge Bernstein, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, t. 12 *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, Paris, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1990, p. 390 et suiv.

81. La mort brutale d'Aimé Bouchayer en 1928, auquel Blanchard était lié par une grande complicité depuis 1918 et par la parenté – une de ses filles épousera un des frères d'Aimé Bouchayer – ainsi que ses séjours de plus en plus fréquents à partir de cette date à Harvard et au Québec, le poussèrent à démissionner de ses fonctions de Rapporteur de l'APAF. Cependant les motivations qui ont amené Blanchard à interrompre dix ans d'engagement actif auprès du patronat grenoblois restent méconnues, lui-même ne s'étant jamais expliqué à ce sujet.

Géographie Alpine, c'est d'être parvenu à ce que son savoir scientifique s'incorpore aux actions quotidiennes et aux représentations communes de certaines catégories sociales. Ce travail d'incorporation est délicat à saisir mais est essentiel, car les pratiques urbaines des acteurs sont pour une part le produit d'un état antérieur de ce savoir sur la ville, avant de devenir à leur tour un donné objectif offert à l'étude.